

- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 133

3^{ème} trimestre 2007

- Décembre 2007 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>14</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>16</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>16</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>17</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>18</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>19</i>
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>22</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>22</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>22</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>22</i>
7. Monnaie fiduciaire	23
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>23</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>23</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

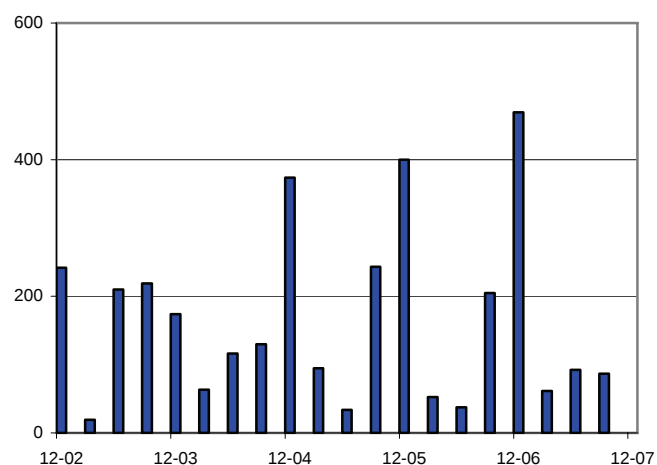
Le troisième trimestre de l'année 2007 a été marqué au plan international par des tensions importantes sur les marchés boursiers et par les répercussions de la crise des crédits subprime américains sur les résultats des principaux établissements financiers occidentaux ainsi que sur leur appréciation des risques de crédit. Les banques centrales des pays occidentaux ont tenté de réduire les tensions apparues sur les marchés monétaires en allouant d'importants volumes de refinancements, mais les taux qui y sont enregistrés demeurent encore relativement élevés (4,774% pour l'Euribor à 3 mois au 21 décembre 2007). La situation constatée sur le marché bancaire réunionnais au cours de ce troisième trimestre 2007 fait apparaître une faible progression des ressources monétaires collectées (+88 millions d'€) mais une activité toujours dynamique de la distribution de crédits aux agents économiques (+337 millions d'€), bien que la progression du financement de l'immobilier et de la consommation des ménages ait tendance à diminuer au cours des deux derniers trimestres de l'année. Les dirigeants des établissements de crédit interrogés sont toutefois plus optimistes pour le premier trimestre 2008, anticipant une amélioration de la situation sur le marché bancaire réunionnais. Le taux de risque sur l'activité de crédit dans le département demeure toujours particulièrement faible à 4,8% de créances douteuses brutes à fin septembre 2007.

1.1. Les actifs financiers

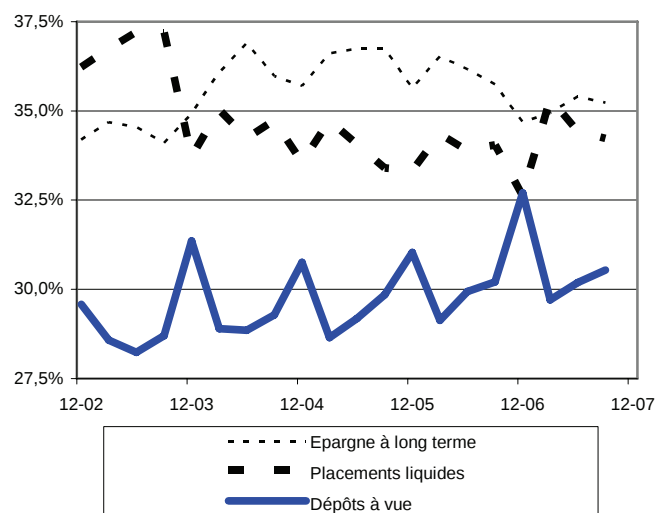
Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 9 585 millions d'€ à fin septembre 2007, en faible progression par rapport à juin 2007 (+88 millions d'€ soit +3,7% en rythme annuel - RA). Cette évolution est très en retrait par rapport aux progressions enregistrées les années précédentes au troisième trimestre (+10,5% en RA au troisième trimestre 2006 et +13,1% en RA au troisième trimestre 2005). Elle demeure proche du rythme de croissance enregistré au cours des deux premiers trimestres de l'année 2007 (+61 millions d'€ entre décembre 2006 et mars 2007 et +91 millions d'€ entre mars et juin 2007). En glissement sur les douze derniers mois, la hausse de la collecte de ressources s'établit à +710 millions d'€ contre +827 millions d'€ à la fin du trimestre précédent, ce qui représente une variation annuelle de la collecte de +8,0% à fin septembre 2007 contre +9,6% à fin juin 2007.

Les encours des **dépôts à vue** s'établissent à 2.928 millions d'€ à fin septembre 2007, en progression de +60 millions d'€ au troisième trimestre 2007 (soit +8,7% en RA). Leur hausse en glissement annuel s'établit à +9,2% par rapport à septembre 2006. Décomposés par agents économiques, les dépôts à vue des sociétés non financières s'affichent en hausse de +27 millions d'€ au cours du troisième trimestre 2007 (+10,5% en RA) après +16 millions d'€ au deuxième trimestre 2007. Les dépôts à vue détenus par les ménages progressent moins rapidement (+19 millions d'€ au troisième trimestre soit +4,4% en RA), soit un

Collecte supplémentaire d'épargne nette par trimestre
(en millions d'€)



Poids des différents placements dans l'épargne totale
(tous agents économiques)



rythme de progression limité par rapport au trimestre précédent (+84 millions d'€ entre mars et juin 2007 soit +22,1% en RA). Pour mémoire, les dépôts à vue des autres agents économiques augmentent de +15 millions d'€ au cours du troisième trimestre 2007 (+87,3% en RA).

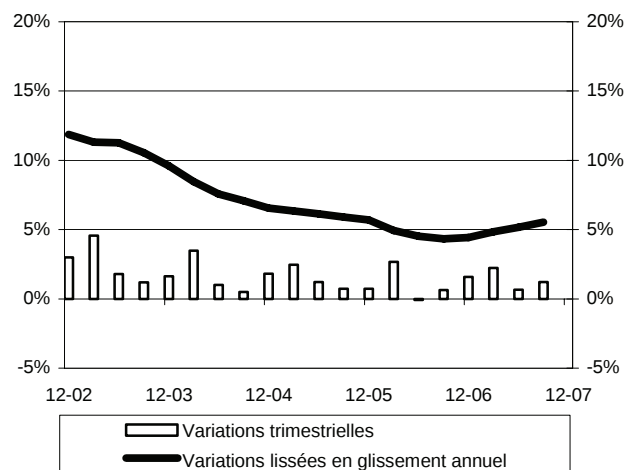
Les **placements liquides** progressent beaucoup plus faiblement entre juin et septembre 2007, avec une collecte nette qui ne progresse que de +12 millions d'€ sur le trimestre (+1,5% en RA), faisant suite toutefois à une décollecte nette de -56 millions d'€ au trimestre précédent. C'est le recul de la collecte des placements indexés sur les taux de marché (-10 millions d'€ soit -2,7% en RA) qui explique la mauvaise performance de l'épargne liquide sur le troisième trimestre. Les principaux supports en cause sont les certificats de dépôts négociables (-26 millions d'€ soit -29,0% en RA) et les OPCVM monétaires (-30 millions d'€ soit -21,2% en RA), dont la diminution s'explique peut-être par les difficultés rencontrées sur les marchés financiers au cours de l'été 2007 et les craintes concernant certaines OPCVM monétaires dynamiques créées à cette période. La forte hausse des comptes créditeurs à terme sur le troisième trimestre (+51 millions d'€, soit +39,5% en RA), ne contrebalançant pas ces performances négatives.

Parallèlement, les comptes sur livrets enregistrent une progression de +22 millions d'€ sur la même période (+5,0% en RA). La collecte des livrets A croît ainsi convenablement au troisième trimestre (+8 millions d'€ soit +6,3% en RA) alors que les livrets de développement durable continuent de progresser plus rapidement que le marché (+9 millions d'€ soit +18,1% en RA).

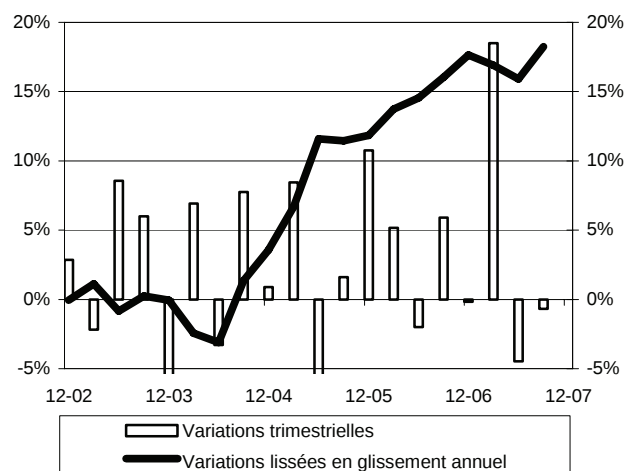
Par agents économiques, les placements liquides des sociétés non financières s'inscrivent une nouvelle fois en net recul sur le troisième trimestre 2007 (-46 millions d'€ soit -17,4% en RA après -66 millions d'€ entre mars et juin 2007), tandis que ceux des ménages progressent de +53 millions d'€ (+10,1% en RA) sur la même période (après une hausse de +18 millions d'€ au deuxième trimestre 2007).

Les encours collectés au titre de l'**épargne à long terme** (tous agents économiques confondus) progressent également faiblement au troisième trimestre (+15 millions d'€ soit +1,9% en RA), en retrait par rapport au trimestre précédent où cette forme d'épargne avait cru de +74 millions d'€ (+9,3% en RA). Sur les douze derniers mois, la hausse s'établit à +204 millions d'€ (+6,4%). Les plans d'épargne logement, les plans d'épargne

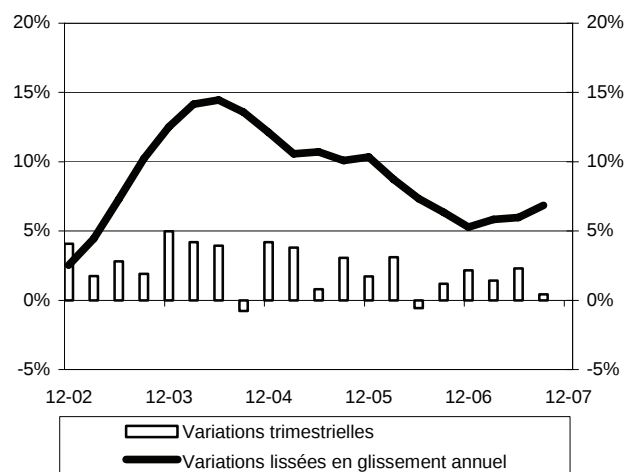
Evolution de la collecte nette pour les comptes d'épargne sur livrets



Evolution de la collecte nette pour les placements liquides indexés sur les taux de marché

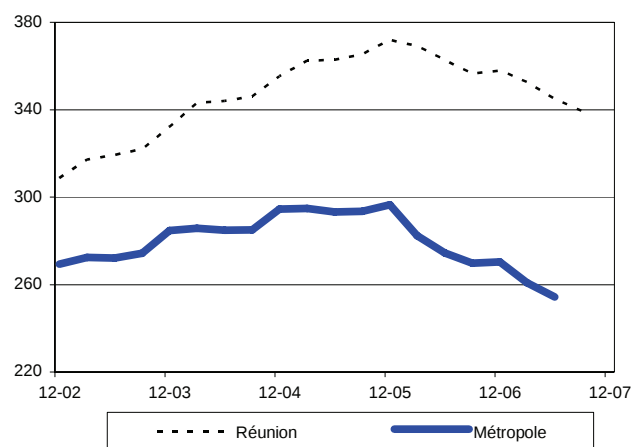


Evolution de la collecte nette d'épargne à long terme



populaires et les portefeuilles-titres s'inscrivent en net recul au troisième trimestre 2007 (respectivement de -6,5%, -16,3% et -11,3% en RA), tandis que les OPCVM titres et l'assurance-vie enregistrent une hausse de leur collecte (respectivement +9,2% et +10,2% en RA). Il doit être noté que le mouvement de baisse enregistré par les plans d'épargne logement perdure. Cette baisse avait été initiée début 2006 suite à la modification réglementaire de la fiscalité de ces produits au-delà de dix ans. Le même mouvement est également observé en France métropolitaine. Les ménages détiennent toujours une forte proportion de l'épargne à long terme (87,2% à fin septembre 2007). Les placements à long terme des ménages ont cependant limité leur progression à +6 millions d'€ au troisième trimestre 2007 (contre +59 millions d'€ au deuxième trimestre) et ceux des sociétés non financières de +1 million d'€ (+7 millions d'€ le trimestre précédent).

Evolution des encours des plans d'épargne logement à la Réunion et en métropole (indice en base 100 en mars 1992)

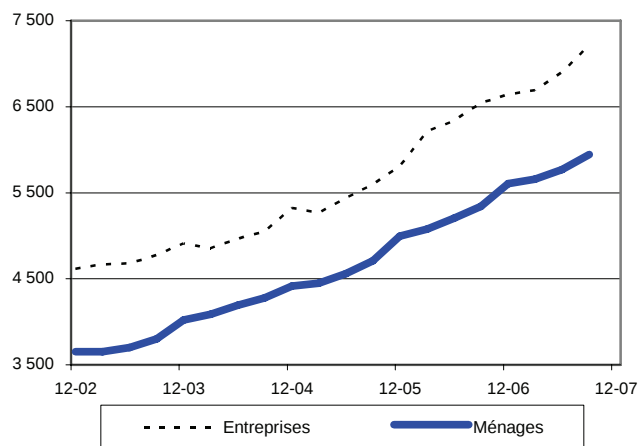


1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

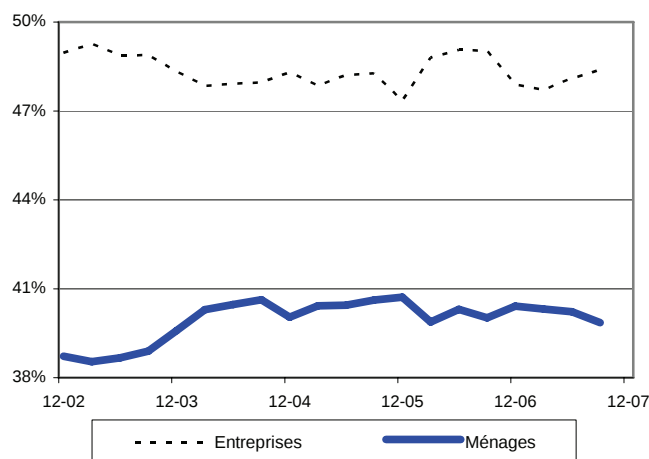
Les concours totaux consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département et recensés par l'IEDOM s'élèvent à 14 911 millions d'€ au 30 septembre 2007, en progression de +566 millions d'€ (+16,7% en rythme annuel - RA) sur le troisième trimestre 2007 (après +316 millions d'€ au deuxième trimestre 2007 et +157 millions d'€ au premier trimestre). La hausse de l'encours total sur les douze derniers mois atteint +1 566 millions d'€ (soit +11,7% à fin septembre 2007).

Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Avec un encours total de 7 215 millions d'€ à fin septembre 2007, les **entreprises** sont les principaux bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département (48,4 % du total). L'endettement de ces dernières progresse de +19,6% en RA sur le troisième trimestre (+316 millions d'€ après +206 millions d'€ entre mars et juin 2007 et +48 millions d'€ entre décembre 2006 et mars 2007) et de +10,3% sur un an (+673 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits d'investissement (43,2% à fin septembre 2007 en hausse de +21,8% en RA sur le trimestre et de +13,1% en glissement annuel) et de crédits immobiliers (35,4% en hausse de +26,0% en RA sur le trimestre et de +7,9% sur douze mois). Les créances douteuses sont quasiment stables à 330 millions d'€ ; rapporté à l'encours total, le taux de créances douteuses est en retrait à 4,6% (contre 4,8% le trimestre précédent).

Proportion des crédits par agent économique dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)



Les crédits octroyés aux **ménages** atteignent 5 944 millions d'€ à fin septembre 2007, en progression de +12,6% en RA sur le troisième trimestre 2007 (+173 millions d'€) et de +11,3% en glissement annuel (+603 millions d'€). Ils sont principalement constitués de crédits à l'habitat (66,6%, en hausse de +11,9% en RA sur le trimestre et de +13,1% sur douze mois) et de crédits à la consommation (29,0%, en hausse de +12,6% en RA sur le trimestre et de +6,4% sur douze mois). Les crédits aux ménages représentent 39,9% de l'ensemble des concours bruts consentis à la clientèle.

L'endettement des administrations publiques locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 400 millions d'€ à fin septembre 2007, en hausse de +33,8% en RA sur le troisième trimestre 2007 et de +22,5% sur les douze derniers mois.

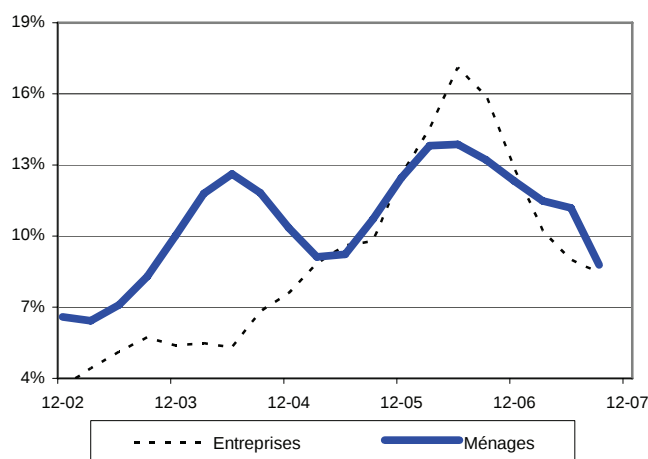
b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'élèvent à 11 152 millions d'€ à fin septembre 2007, en progression de +337 millions d'€ sur le troisième trimestre 2007 (+13,0% en RA) après +232 millions d'€ au deuxième trimestre 2007 et +195 millions d'€ au premier trimestre 2007. En glissement annuel sur douze mois, la hausse s'élève à +1 206 millions d'€ (+12,1%).

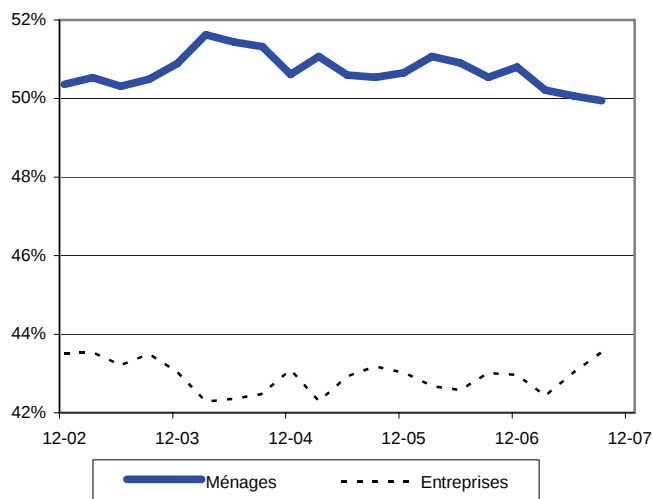
Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont les **ménages**, dont la dette atteint 5 570 millions d'€ à fin septembre 2007, en hausse de +155 millions d'€ (+12,0% en RA) sur le troisième trimestre. Celle-ci se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 665 millions d'€ soit 68,5% du total des crédits sains vis-à-vis de cette clientèle), en hausse de +10,9% en RA sur le trimestre, et de crédits à la consommation (1 657 millions d'€ soit 31,0% du total des crédits sains), en croissance de +12,5% en RA. Les créances douteuses brutes sur les particuliers s'établissent à 217 millions d'€ à fin septembre 2007, en hausse de +21,5% en RA sur le trimestre et de +17,3% sur les douze derniers mois. Le poids des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers demeure toutefois faible à 3,9% à fin septembre 2007 pratiquement inchangé par rapport aux trimestres précédents.

Les concours bruts totaux attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à

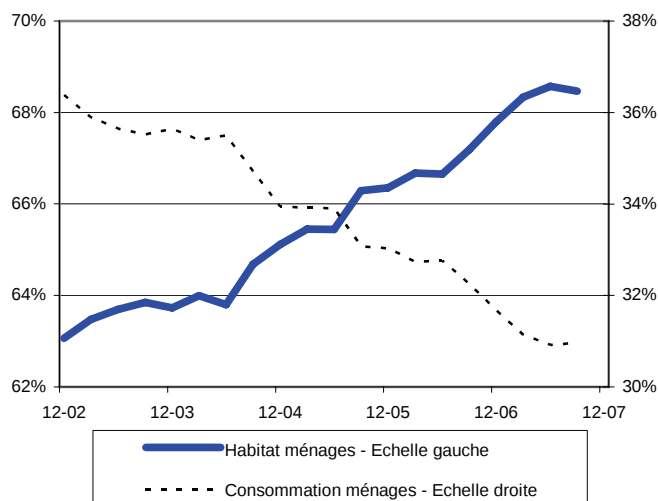
Evolution lissée en glissement annuel des concours bruts totaux consentis par catégorie d'agent économique



Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



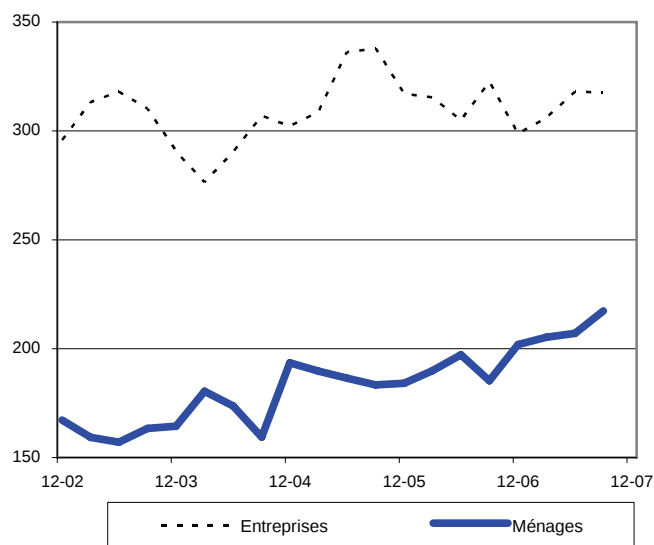
4 856 millions d'€ à fin septembre 2007, en hausse de +203 millions d'€ (+18,7% en RA) entre juin et septembre 2007 (après +162 millions d'€ au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, la hausse des financements consentis aux entreprises s'établit à +578 millions d'€ (+13,5%). Les crédits d'investissement continuent d'enregistrer un rythme de progression élevé au cours du troisième trimestre 2007 (+139 millions d'€ soit +24,1% en RA), en accélération par rapport au précédent trimestre (+81 millions d'€ au deuxième trimestre) alors que les crédits d'exploitation affichent une hausse plus mesurée (+19 millions d'€ au troisième trimestre 2007 soit +7,9% en RA après +46 millions d'€ au deuxième trimestre). Les crédits à l'habitat des entreprises progressent de +40 millions d'€ soit +25,6% en RA. Les créances douteuses brutes sur les entreprises s'établissent à 318 millions d'€, soit un niveau inchangé par rapport au trimestre précédent. Elles représentent une proportion de 6,5% des concours bruts totaux.

L'endettement des administrations publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 467 millions d'€ à fin septembre 2007, en hausse de +19 millions d'€ (+18% en RA) sur le troisième trimestre 2007, après une baisse de -53 millions d'€ au cours du trimestre précédent. Sur les douze derniers mois, la progression atteint +21,4%.

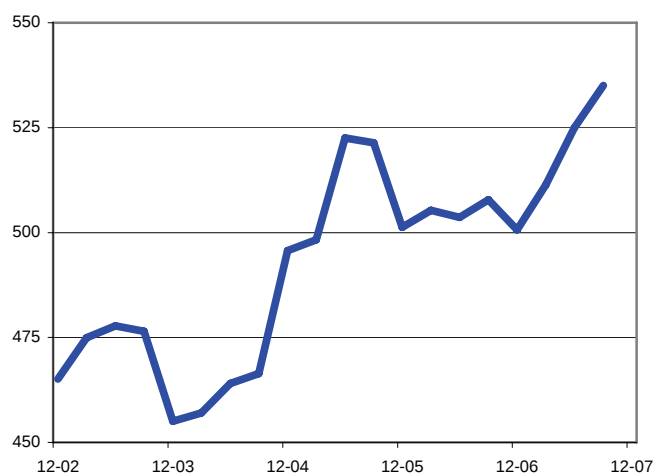
Les créances douteuses brutes s'inscrivent en nette croissance depuis le début de l'année 2007, leur encours total ayant augmenté de +35 millions d'€ par rapport à fin décembre 2006. La même interprétation peut être réalisée à partir des créances impayées détenues par les établissements de crédit locaux, qui s'établissent depuis le début de l'année 2007 à plus de 65 millions d'€, en nette hausse par rapport aux années précédentes.

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent la bonne tenue du marché bancaire au troisième trimestre 2007, mais font apparaître des résultats mitigés pour le quatrième trimestre 2007. Si les différents segments de marché du crédit aux entreprises et de l'épargne ont enregistré un bon niveau d'activité au cours de ces deux derniers trimestres, le marché des crédits aux particuliers s'est inscrit en recul depuis le deuxième trimestre 2007, avec des soldes d'opinion à peine positif au quatrième trimestre, contrairement à ce qui est régulièrement observé lors de chaque fin d'année civile. La non tenue du salon de l'automobile peut expliquer pour partie l'absence de relance du crédit à la consommation des ménages. De même, la mauvaise appréciation des banquiers interrogés sur la

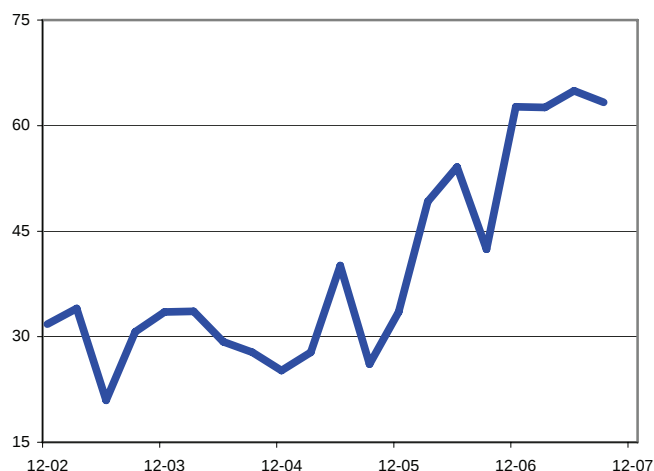
*Créances douteuses brutes (zone)
par agent économique (en millions d'€)*



Créances douteuses brutes totales (zone) en millions d'€



Impayés sur crédits (zone) en millions d'€ (états BS0)



production de crédits à l'habitat peut s'expliquer par les inquiétudes nées des soubresauts des marchés financiers et de crédits depuis l'été 2007.

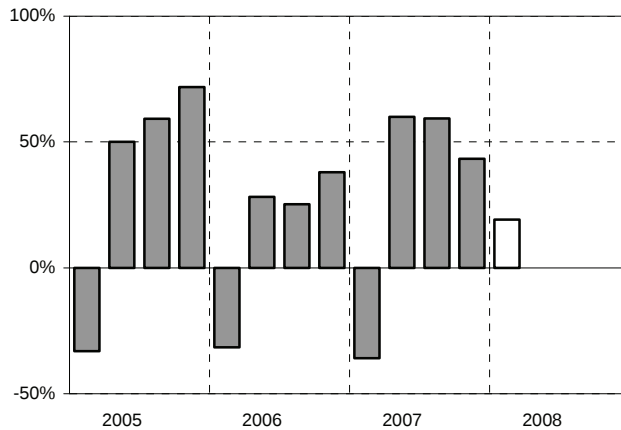
Selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit, le premier trimestre 2008 devrait enregistrer un niveau d'activité globalement en retrait, notamment en matière de collecte d'épargne et de crédits consentis aux entreprises, même si ces deux derniers indicateurs demeureraient mieux orientés qu'au cours des premiers trimestres des années précédentes. Les financements en direction des particuliers devraient en revanche s'inscrire en hausse par rapport à un quatrième trimestre en retrait au regard des années antérieures. Le coût du risque, relativement dégradée aux troisième et quatrième trimestres 2007, est attendu en net rétablissement au premier trimestre 2008.

1.3. Les risques recensés au SCR

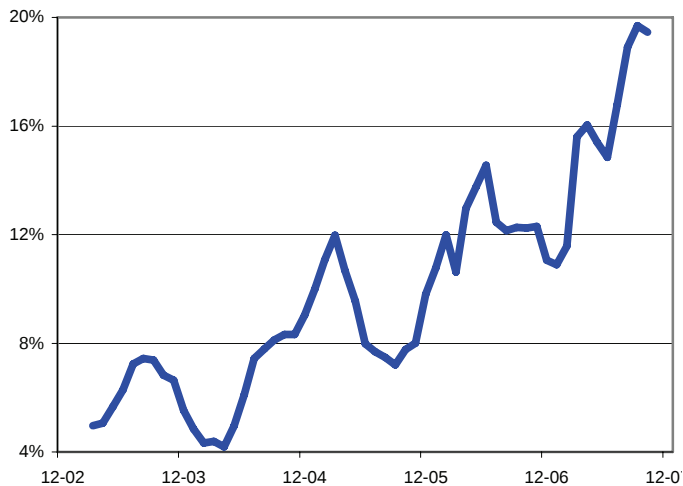
A fin octobre 2007, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9 701 millions d'€, en hausse de +20,7% sur les douze derniers mois et de +4,9% sur les trois derniers mois. Cette progression s'explique en partie par une amélioration de la qualité des déclarations des établissements hors zone d'émission depuis le début de l'exercice 2007. Pour mémoire, l'année 2006 avait enregistré une diminution du seuil de déclaration au SCR, qui était passé de 45 000 € à 25 000 € à partir de janvier 2006, ce qui avait déjà accru les encours de risques déclarés.

Le secteur de l'immobilier occupe toujours une place prépondérante (35,3% en octobre 2007) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et d'HLM. Cette place a toutefois tendance à diminuer au cours des dernières années, notamment depuis l'amélioration début 2006 de la représentativité du SCR autorisée par l'abaissement du seuil de déclaration.

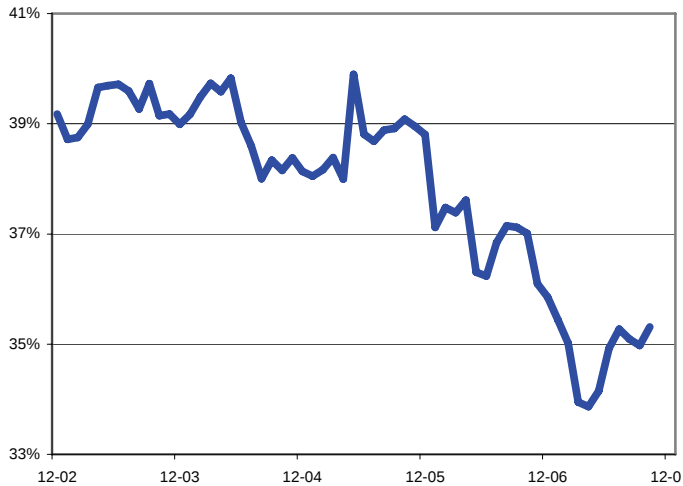
Moyenne des soldes des opinions des dirigeants des EC
pour l'activité de distribution de crédits



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés
sur les entreprises (zone et hors zone)



Evolution du poids du secteur immobilier dans les encours totaux de risques déclarés par les établissements de crédit (toutes zones)



1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

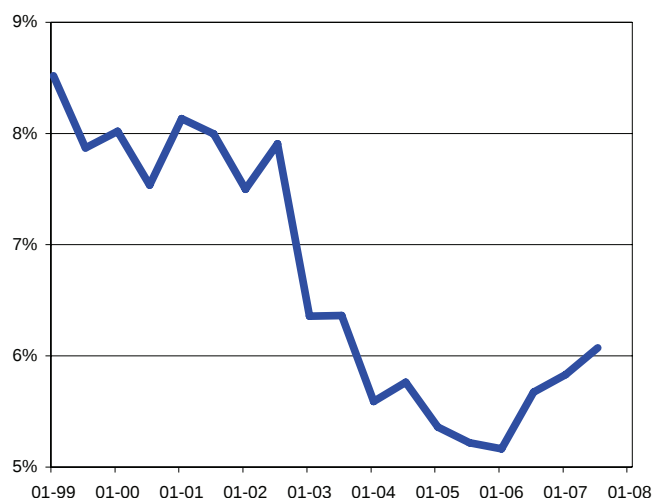
La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion a été réalisée sur les octrois du mois de juillet 2007. Elle a porté sur 1.121 observations pour un encours total de 201 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits. Cette enquête laisse apparaître une nouvelle hausse de +36 points de base du **taux moyen pondéré global de crédit aux entreprises**, qui ressort à 6,19% sur l'ensemble du mois de juillet 2007 contre 5,83% en janvier 2007 et 5,67% au mois de juillet 2006. Cette remontée des conditions débitrices moyennes des banques réunionnaises, qui atteint désormais +103 points de base depuis le plus bas atteint en janvier 2006 (5,16% pour le TMPG), doit être resituée dans le contexte général de remontée des taux de refinancement de marché dans la zone Euro observée depuis la fin de l'année 2005. La hausse des taux atteint ainsi en moyenne 200 points de base depuis décembre 2005, suite aux relèvements successifs des taux directeurs de la Banque centrale européenne (taux REPO fixé depuis juin 2007 à 4,00%).

2 - Perspectives

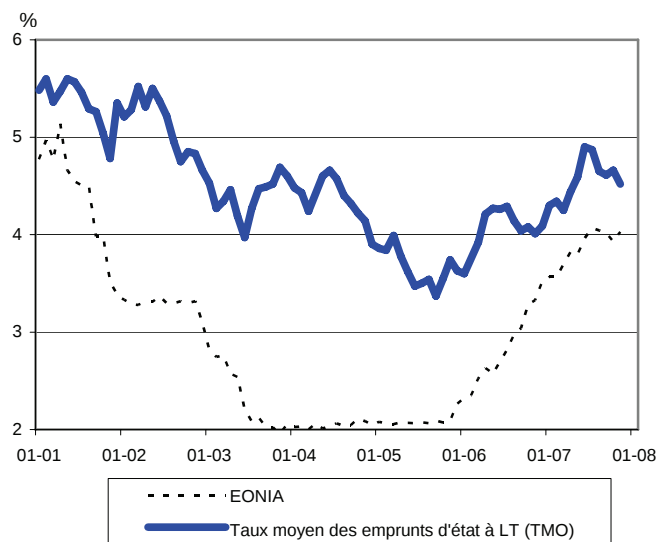
L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir des résultats mitigés en matière de charges d'exploitation et de rentabilité, avec notamment un quatrième trimestre plutôt mal orienté, présentant des soldes d'opinion négatifs sur l'évolution des charges d'exploitation bancaire et du résultat net, en dépit du rétablissement du produit net bancaire et des commissions prélevées après un troisième trimestre dégradé. En revanche, les anticipations pour le premier trimestre 2008 s'inscrivent en net redressement. La perception de l'environnement économique par les établissements de crédit demeure largement positive et en progression constante sur l'ensemble de l'année 2007.

L'indicateur synthétique sur l'évolution des soldes d'opinion des dirigeants d'établissements de crédit interrogés, construit sur la base de la moyenne de l'ensemble des indicateurs suivis par l'IEDOM, présente un solde d'opinions positives en croissance sur les derniers trimestres, atteignant +35% au quatrième trimestre 2007.

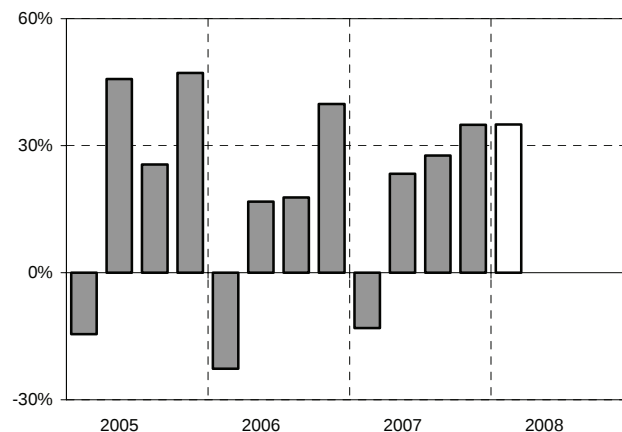
Coût du crédit aux entreprises à la Réunion
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global



Evolution des taux à court terme et à terme sur les marchés financiers européens

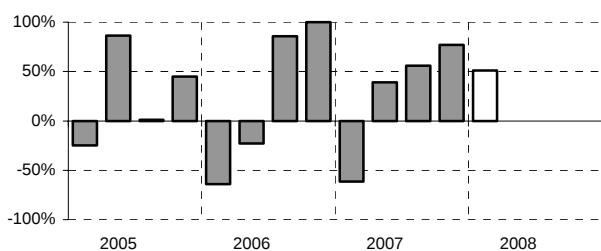


Moyenne des soldes d'opinions des dirigeants des EC sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

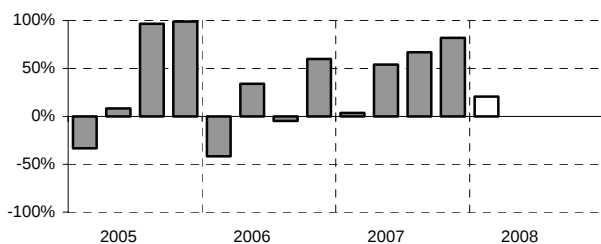
Tendance des dépôts collectés



Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants Réalizations du quatrième trimestre 2007 Prévisions pour le premier trimestre 2008

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Etoile Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

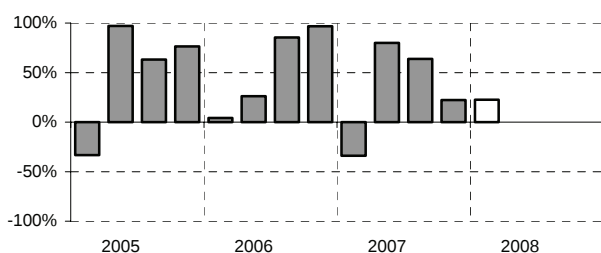
Production de crédits d'équipement aux entreprises



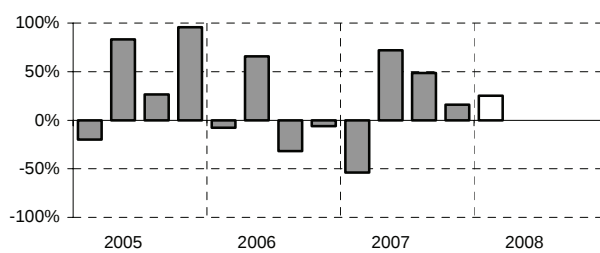
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



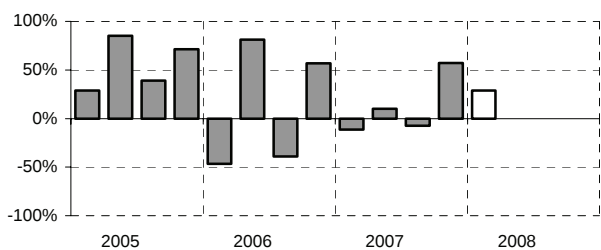
Production de crédits à l'habitat des particuliers



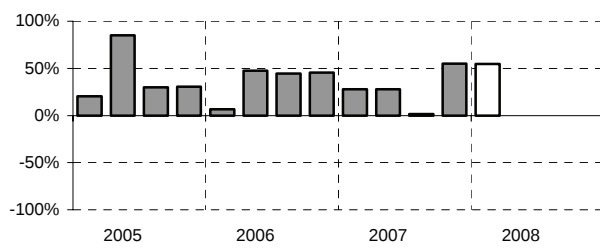
Production de crédits à la consommation (particuliers)



Tendance du produit net bancaire



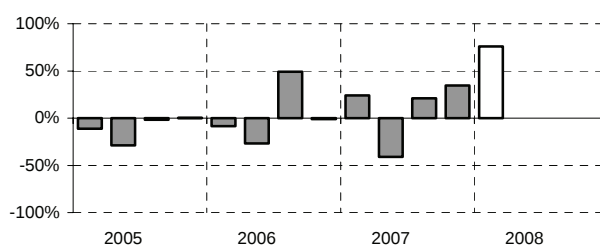
Tendance des commissions prélevées



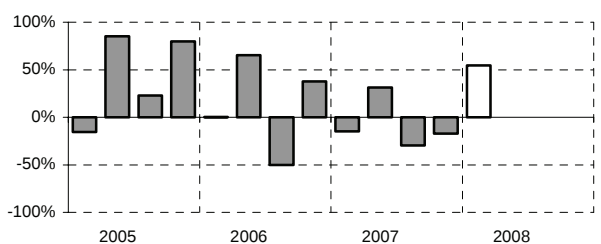
Tendance des charges d'exploitation bancaires



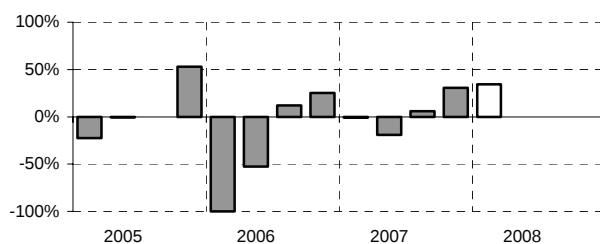
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



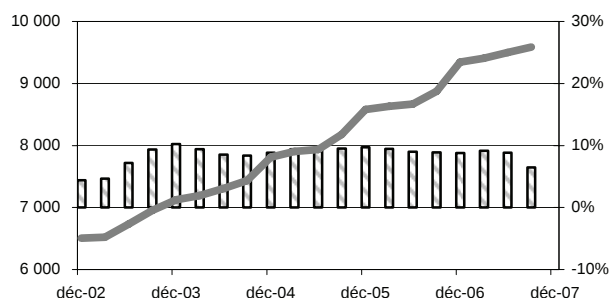
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 765,181	2 024,002	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	13,1%	-0,8%
Dépôts à vue	882,377	1 018,913	902,789	909,460	924,687	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	17,1%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	684,213	832,411	851,363	822,204	856,226	904,766	1 053,349	987,870	941,700	10,0%	-4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,743	3,356	12,752	7,140	8,057	3,192	2,913	3,394	1,230	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	678,470	829,055	838,611	815,064	848,169	901,574	1 050,436	984,476	940,470	10,9%	-4,5%
<i>dont comptes à terme</i>	244,957	261,050	227,065	228,615	251,301	298,243	320,426	313,634	336,333	33,8%	7,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	215,990	253,527	236,370	247,032	260,300	252,892	321,775	341,102	301,624	15,9%	-11,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	-8,4%	-8,2%
Epargne à long terme	198,591	172,678	181,148	175,267	181,176	187,691	186,896	194,283	195,233	7,8%	0,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	89,650	58,545	63,868	62,358	60,846	60,180	58,965	65,824	65,426	7,5%	-0,6%
Ménages	6 048,762	6 196,345	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	6,6%	1,1%
Dépôts à vue	1 470,188	1 556,277	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	6,6%	1,1%
Placements liquides ou à court terme	1 975,714	1 961,297	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	7,5%	2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	6,3%	1,4%
dont livrets ordinaires	634,238	644,107	660,199	657,173	661,428	678,179	686,871	682,063	687,582	4,0%	0,8%
dont livrets A et bleus	468,027	469,713	481,468	483,946	487,578	494,419	507,092	510,818	518,723	6,4%	1,5%
dont livrets jeunes	30,253	31,530	31,528	32,029	32,173	33,836	33,525	34,304	35,415	10,1%	3,2%
dont livrets d'épargne populaire	122,422	124,938	126,506	126,163	127,834	132,594	133,164	130,997	132,362	3,5%	1,0%
dont livrets de développement durable	160,294	161,691	164,975	166,702	168,955	172,687	191,084	203,402	212,020	25,5%	4,2%
dont comptes d'épargne logement	230,443	228,293	232,025	234,493	232,826	231,575	231,527	232,837	232,816	0,0%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	330,037	301,025	318,773	329,741	368,205	306,660	381,161	387,890	416,440	13,1%	7,4%
dont comptes créditeurs à terme	176,061	169,811	202,103	203,008	233,860	203,079	268,163	249,882	270,849	15,8%	8,4%
dont bons de caisse	25,590	24,107	22,395	21,987	22,234	19,514	21,284	18,146	14,949	-32,8%	-17,6%
dont OPCVM monétaires	128,386	107,107	94,275	104,746	112,111	84,067	91,714	119,862	130,642	16,5%	9,0%
Epargne à long terme	2 602,860	2 678,771	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	5,9%	0,2%
dont plans d'épargne logement	877,185	893,285	886,514	871,070	855,942	859,595	846,527	828,114	814,362	-4,9%	-1,7%
dont plans d'épargne populaire	112,190	111,343	108,359	104,095	100,825	98,496	93,886	89,745	85,853	-14,8%	-4,3%
dont portefeuille-titres	237,916	247,879	262,789	262,916	259,082	277,914	289,658	296,112	282,474	9,0%	-4,6%
dont OPCVM non monétaires	184,556	191,740	185,868	180,104	187,086	191,859	191,882	195,306	195,807	4,7%	0,3%
dont contrats d'assurance-vie	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	13,6%	2,5%
dont contrats PERP	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	64,5%	6,8%
Autres agents	366,597	360,413	427,560	432,913	421,278	434,389	444,210	415,649	444,956	5,6%	7,1%
Dépôts à vue	89,350	87,962	97,719	133,798	121,150	128,478	115,019	87,734	102,641	-15,3%	17,0%
Placements liquides ou à court terme	72,821	66,254	99,299	86,777	86,809	92,743	107,168	98,629	104,009	19,8%	5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	15,035	15,151	14,776	14,581	14,279	14,230	13,927	14,389	14,140	-1,0%	-1,7%
Placements indexés sur les taux de marché	57,786	51,103	84,523	72,196	72,530	78,513	93,241	84,240	89,869	23,9%	6,7%
Epargne à long terme	204,426	206,197	230,542	212,338	213,319	213,168	222,023	229,286	238,306	11,7%	3,9%
Total actifs financiers	8 180,548	8 580,757	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	8,0%	0,9%
Dépôts à vue	2 441,917	2 663,148	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	9,2%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	2 732,752	2 859,964	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	8,6%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	5,8%	1,2%
dont livrets ordinaires	652,457	662,483	678,005	674,618	678,587	695,400	703,510	699,733	702,840	3,6%	0,4%
dont livrets A et bleus	470,585	469,847	491,192	488,221	492,753	494,619	507,293	510,933	518,836	5,3%	1,5%
dont livrets jeunes	30,256	31,529	31,530	32,030	32,174	33,836	33,524	34,304	35,414	10,1%	3,2%
dont livrets d'épargne populaire	122,421	124,938	126,505	126,160	127,831	132,593	133,163	130,996	132,362	3,5%	1,0%
dont livrets de développement durable	160,295	161,691	164,973	166,703	168,957	172,687	191,085	203,402	212,021	25,5%	4,2%
dont comptes d'épargne logement	230,445	228,293	232,025	234,493	232,827	231,576	231,526	232,838	232,817	0,0%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	1 066,293	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	12,2%	-0,7%
dont comptes créditeurs à terme	453,616	444,387	464,966	447,188	500,874	519,174	623,227	585,965	636,792	27,1%	8,7%
dont bons de caisse	31,999	53,088	51,028	35,579	35,333	27,778	28,294	25,296	21,308	-39,7%	-15,8%
dont certificats de dépôt	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	-8,4%	-8,2%
dont OPCVM monétaires	369,541	398,196	379,352	408,395	429,211	397,607	472,076	522,739	492,508	14,7%	-5,8%
Epargne à long terme	3 005,879	3 057,645	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	6,4%	0,5%
dont plans d'épargne logement	877,186	893,284	886,515	871,070	855,943	859,596	846,528	828,114	814,363	-4,9%	-1,7%
dont plans d'épargne populaire	112,192	111,342	108,359	104,096	100,826	98,496	93,888	89,745	85,853	-14,9%	-4,3%
dont autres comptes d'épargne	6,881	6,742	7,580	8,499	8,304	8,919	9,240	11,317	10,099	21,6%	-10,8%
dont portefeuille-titres	368,923	383,336	409,497	404,711	403,448	427,009	443,317	453,139	439,700	9,0%	-3,0%
dont OPCVM non monétaires	456,566	435,158	450,850	425,914	437,215	443,623	447,142	461,848	472,120	8,0%	2,2%
dont contrats d'assurance-vie	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	13,6%	2,5%
dont contrats PERP	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	64,5%	6,8%

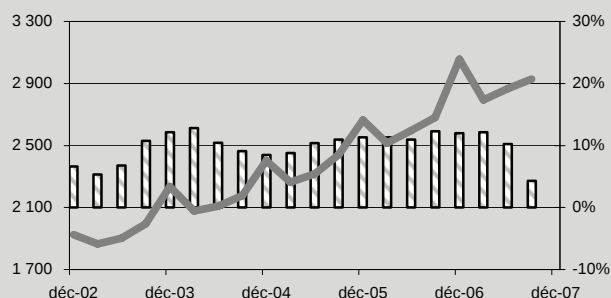
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

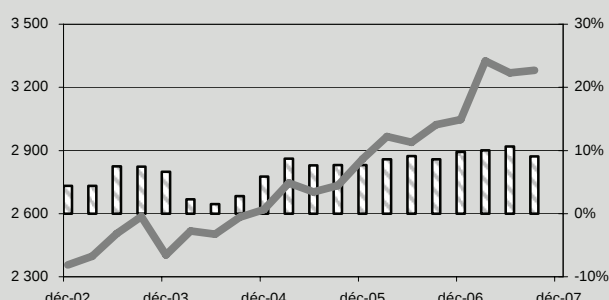
Ensemble des actifs financiers



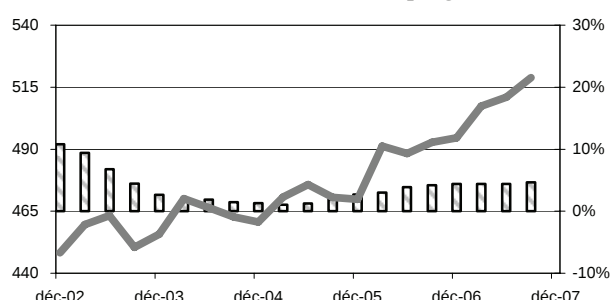
Dépôts à vue



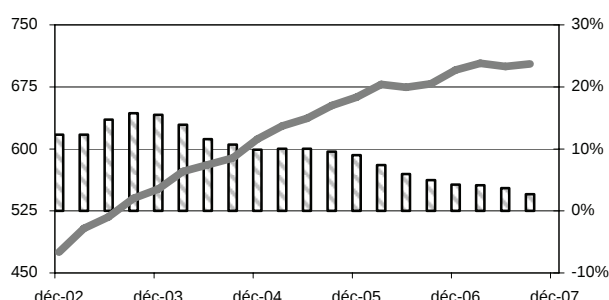
Ensemble des placements liquides ou à court terme



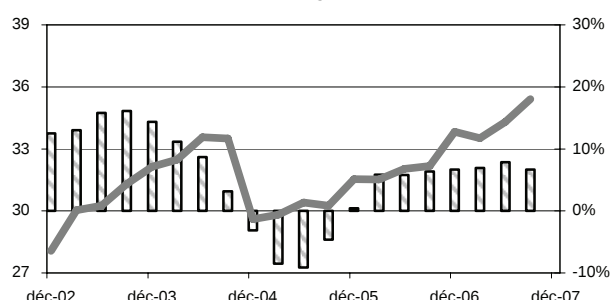
Livrets 'A' des caisses d'épargne



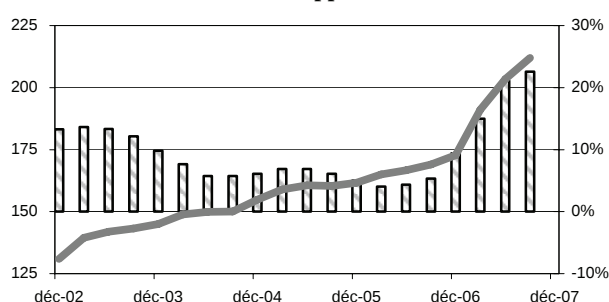
Livrets ordinaires



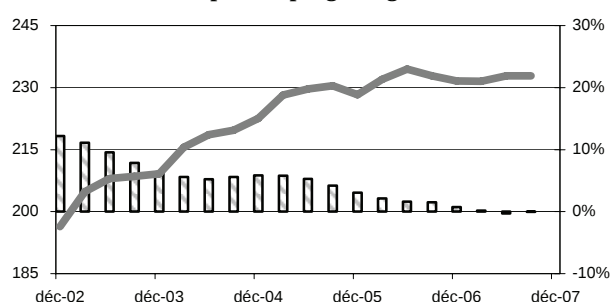
Livrets jeunes



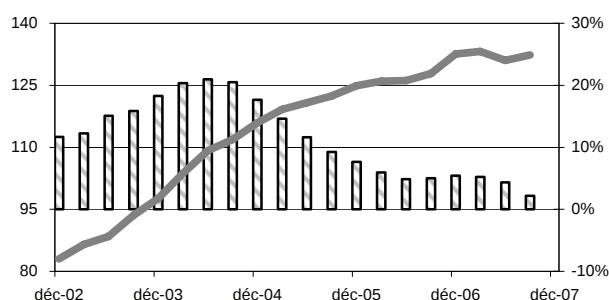
Livrets de développement durable



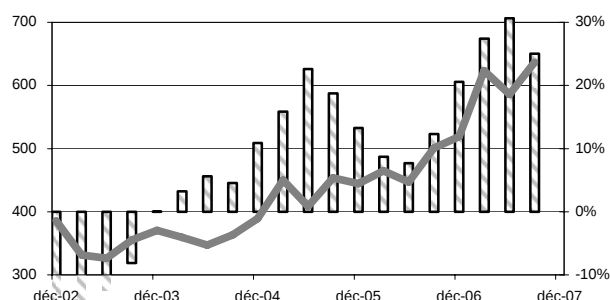
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



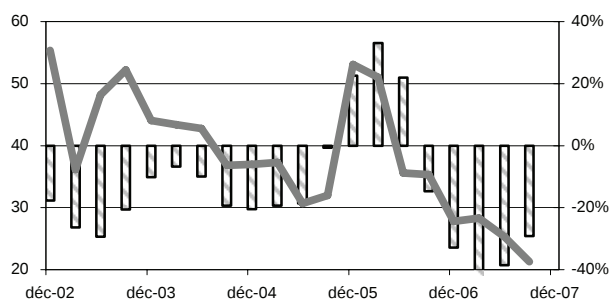
Dépôts à terme



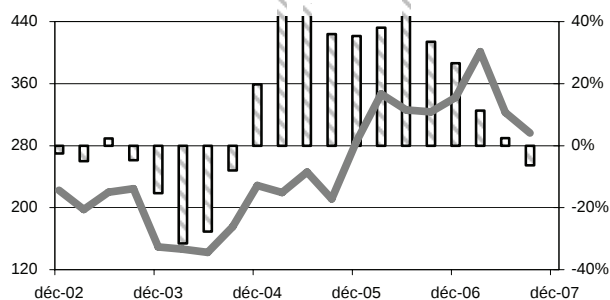
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

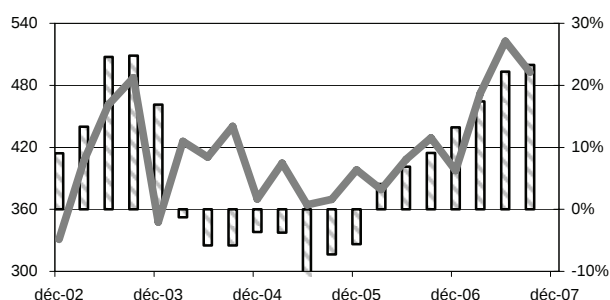
Bons de caisse et bons d'épargne



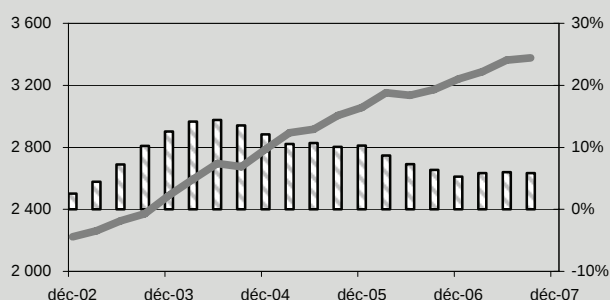
Certificats de dépôts négociables



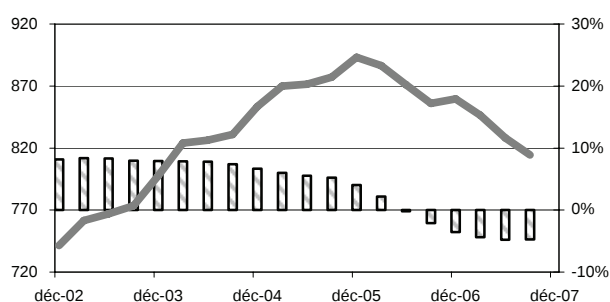
OPCVM monétaires



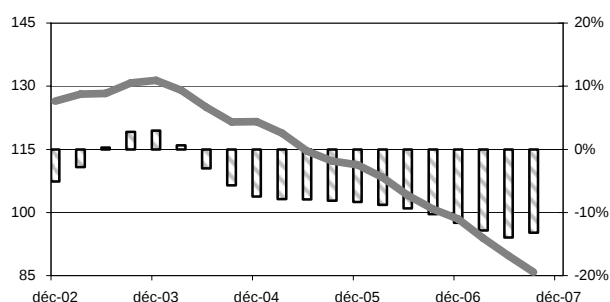
Epargne à long terme



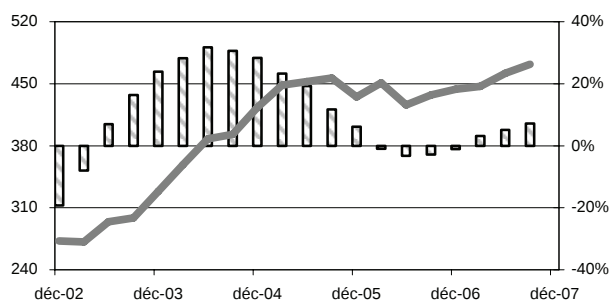
Plans d'épargne logement



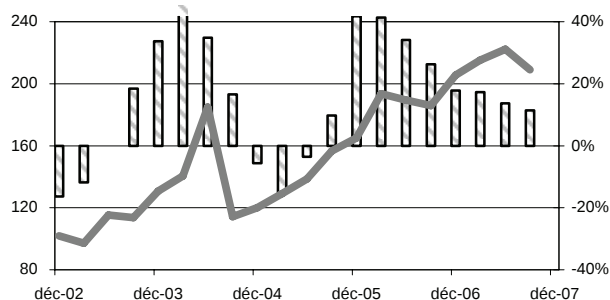
Plans d'épargne populaire



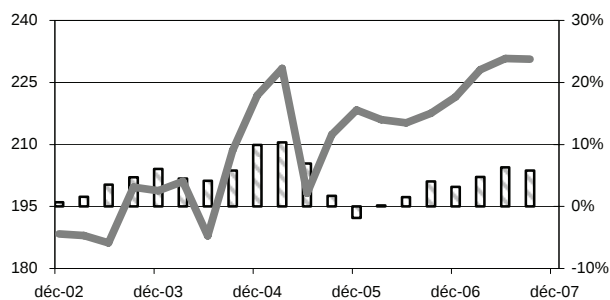
OPCVM titres en portefeuille titres



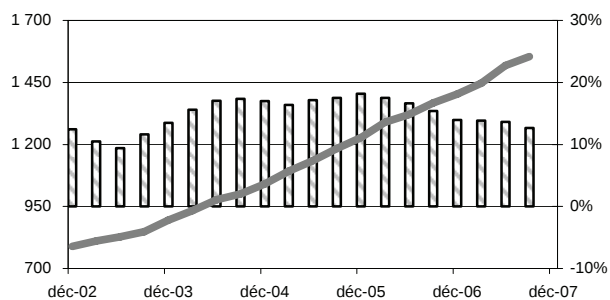
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

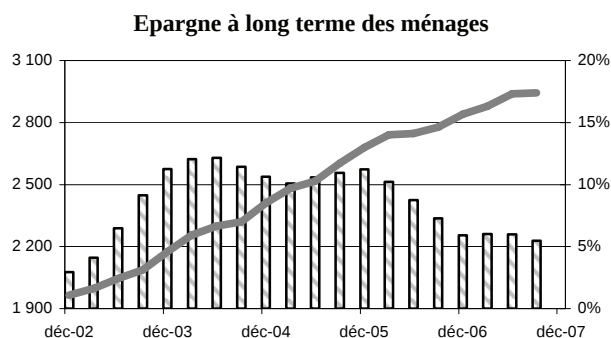
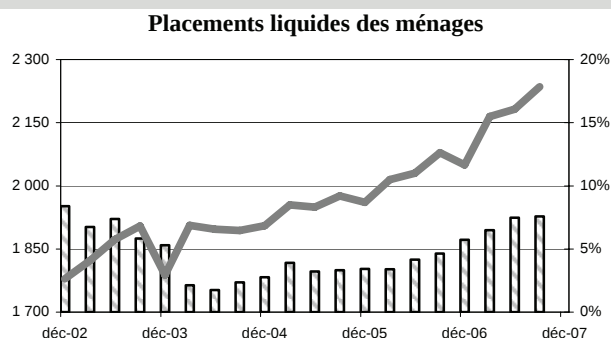
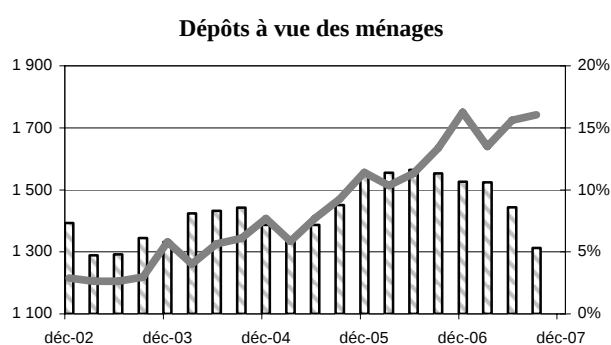
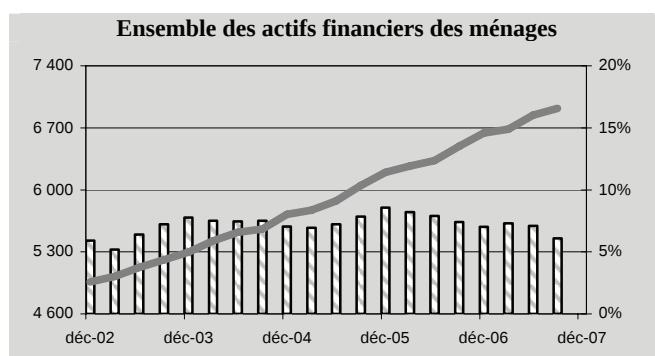


Assurance-vie



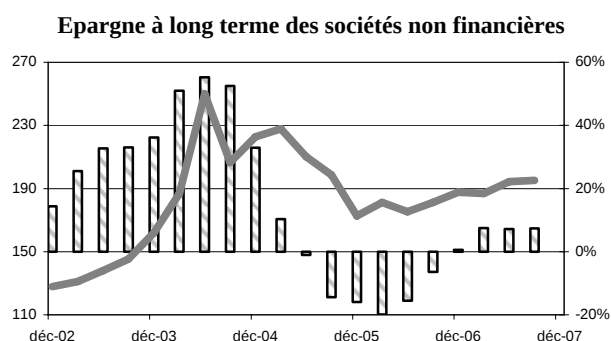
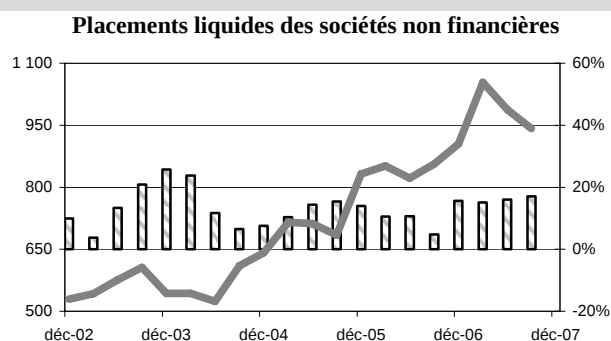
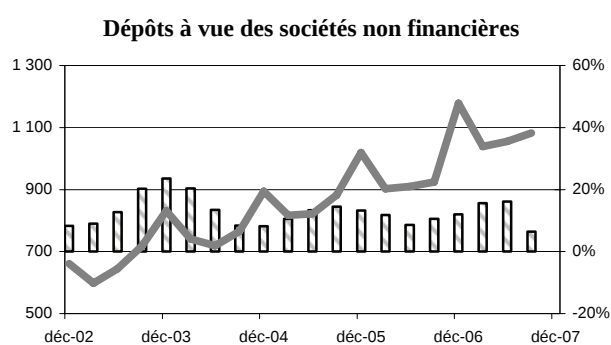
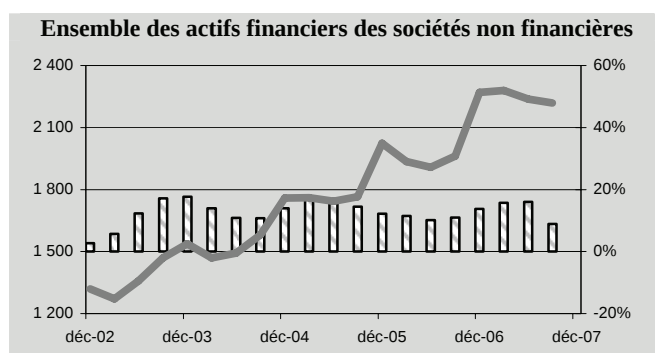
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



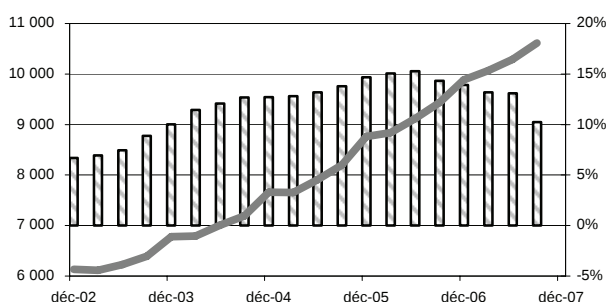
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

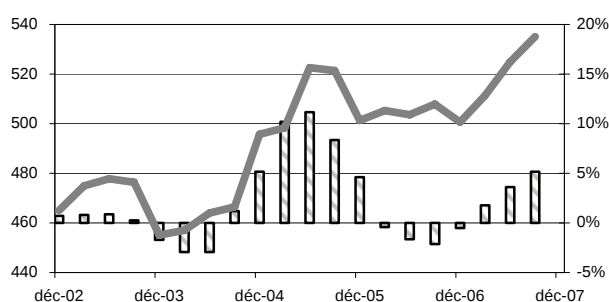
	Montants en millions d'euros								Variations		
	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	830,285	905,838	932,426	922,691	985,208	1 036,376	1 048,681	1 094,876	1 115,854	13,3%	1,9%
Créances commerciales	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	126,465	148,184	140,430	4,8%	-5,2%
Crédits de trésorerie	481,669	500,562	501,537	464,522	541,800	563,203	523,518	564,082	596,310	10,1%	5,7%
Comptes ordinaires débiteurs	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	286,257	256,044	250,781	22,1%	-2,1%
Affacturage	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	112,441	126,566	128,333	23,5%	1,4%
Crédits d'investissement	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	2 420,400	2 501,619	2 640,317	12,8%	5,5%
Crédits à l'équipement	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	11,6%	5,9%
Crédit-bail	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	251,130	276,265	283,472	23,9%	2,6%
Crédits à l'habitat	434,583	481,370	511,182	542,402	579,350	648,055	659,582	688,705	729,085	25,8%	5,9%
Autres crédits	49,542	32,284	26,742	38,141	50,776	59,328	55,896	49,036	52,504	3,4%	7,1%
Encours sain	3 427,940	3 668,957	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	4 184,559	4 334,236	4 537,760	14,7%	4,7%
Créances douteuses brutes	337,895	316,989	315,499	304,737	322,451	298,723	306,148	317,999	317,819	-1,4%	-0,1%
Encours total	3 765,835	3 985,946	3 987,020	4 096,213	4 277,772	4 462,728	4 490,707	4 652,235	4 855,579	13,5%	4,4%
Taux de créances douteuses	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	7,5%	6,7%	6,8%	6,8%	6,5%	-1,0 pt	-0,3 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	1 590,703	1 609,408	1 657,327	6,2%	3,0%
Crédits de trésorerie	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	1 465,613	1 484,449	1 518,938	5,2%	2,3%
Comptes ordinaires débiteurs	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	60,399	61,446	61,785	7,8%	0,6%
Crédit-bail	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	64,691	63,513	76,604	30,1%	20,6%
Crédits à l'habitat	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	3 490,922	3 570,973	3 664,792	12,7%	2,6%
Autres crédits	27,342	29,103	28,728	29,068	28,353	29,008	27,224	27,350	30,266	6,7%	10,7%
Encours sain	4 224,369	4 509,876	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	5 108,849	5 207,731	5 352,385	10,6%	2,8%
Créances douteuses brutes	183,337	184,085	189,762	197,051	185,307	201,851	205,335	207,016	217,355	17,3%	5,0%
Encours total	4 407,706	4 693,961	4 771,328	4 897,703	5 026,282	5 277,052	5 314,184	5 414,747	5 569,740	10,8%	2,9%
Taux de créances douteuses	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,9%	3,8%	3,9%	0,2 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	6,719	6,676	5,815	4,655	3,573	2,813	5,138	16,629	47,942	n.s	n.s
Crédits de trésorerie	3,898	3,413	3,020	2,192	3,373	2,729	3,443	16,237	47,650	n.s	n.s
Comptes ordinaires débiteurs	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	46,0%	-25,5%
Crédits à l'équipement	362,873	393,608	401,363	389,173	379,827	400,621	492,988	430,440	418,137	10,1%	-2,9%
Autres crédits	1,515	1,379	1,367	1,242	1,738	2,423	3,527	1,328	1,291	-25,7%	-2,8%
Encours sain	371,107	401,663	408,545	395,070	385,138	405,857	501,653	448,397	467,370	21,4%	4,2%
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	1,531	0,003	0,003	0,003	0,003	0,000	-n.s-	-n.s-
Encours total	371,110	401,666	408,548	396,601	385,141	405,860	501,656	448,400	467,370	21,4%	4,2%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	175,508	184,100	175,655	229,771	255,620	241,188	275,785	299,105	258,524	1,1%	-13,6%
Créances douteuses brutes	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	0,374	0,383	0,357	-54,9%	-6,9%
Encours total	176,471	184,884	176,296	230,827	256,411	241,709	276,159	299,488	258,881	1,0%	-13,6%
Taux de créances douteuses	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,2 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	8 198,924	8 764,596	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	10 070,846	10 289,469	10 616,039	12,5%	3,2%
Créances douteuses brutes	522,198	501,861	505,905	504,375	508,553	501,099	511,860	525,402	535,531	5,3%	1,9%
Encours total	8 721,122	9 266,457	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	10 582,706	10 814,871	11 151,570	12,1%	3,1%
Taux de créances douteuses	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	4,8%	4,9%	4,8%	-0,3 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	67,4%	67,6%	66,1%	-2,6 pt	-1,6 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



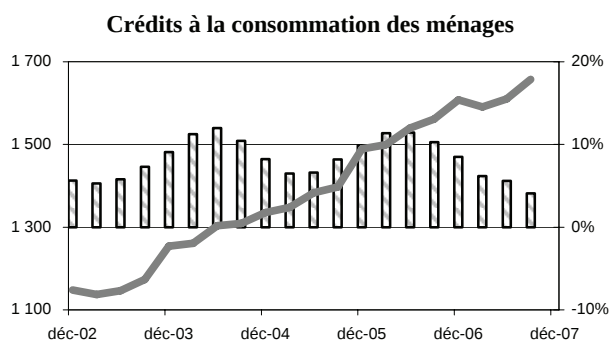
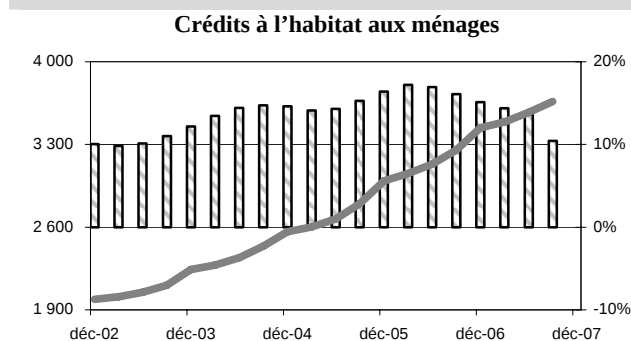
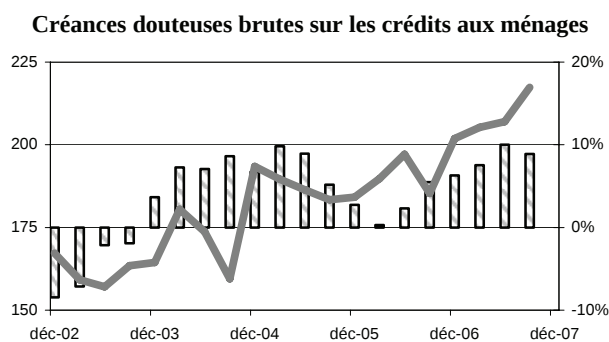
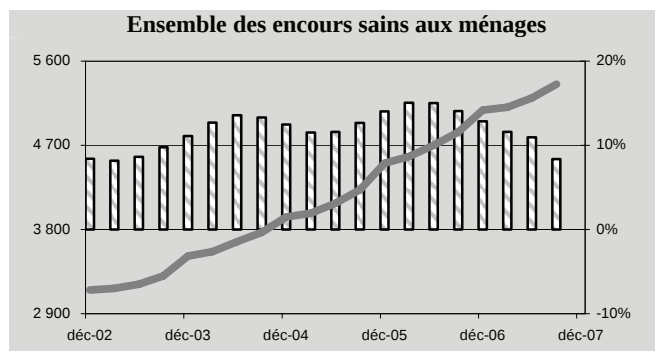
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



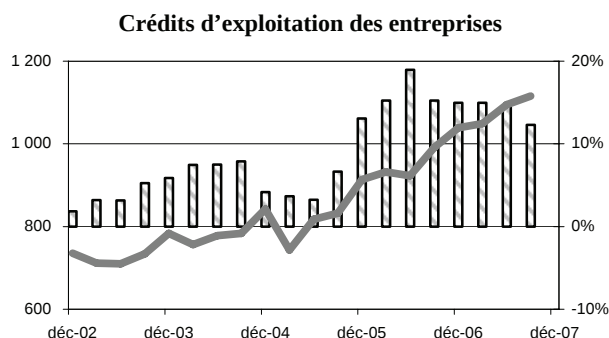
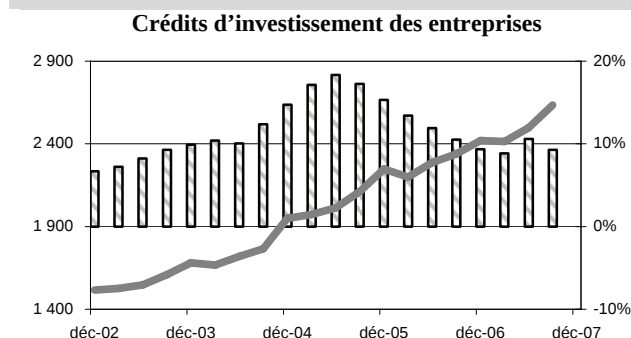
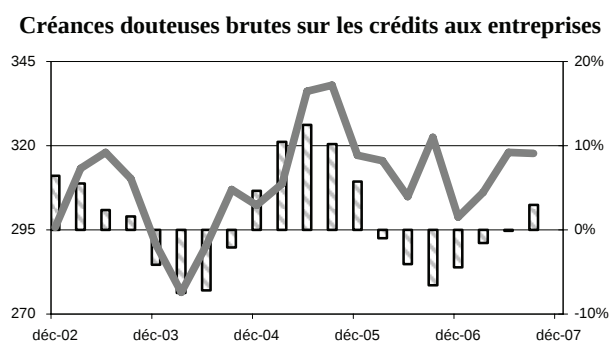
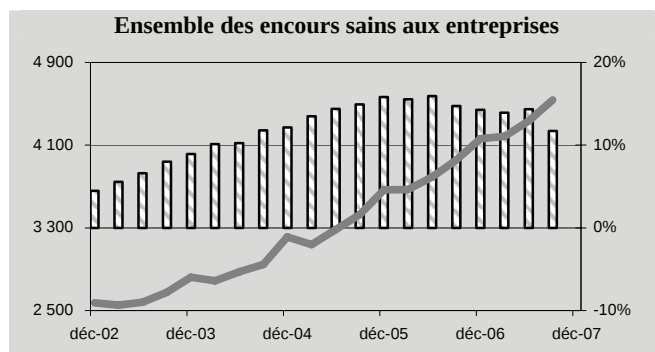
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



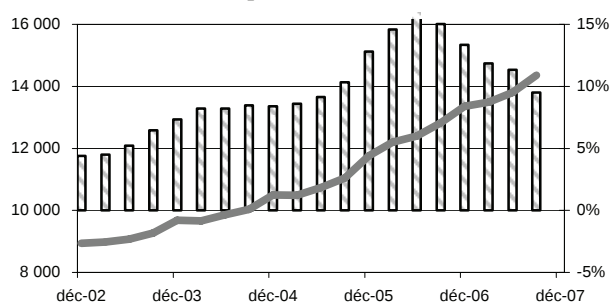
L'endettement des entreprises



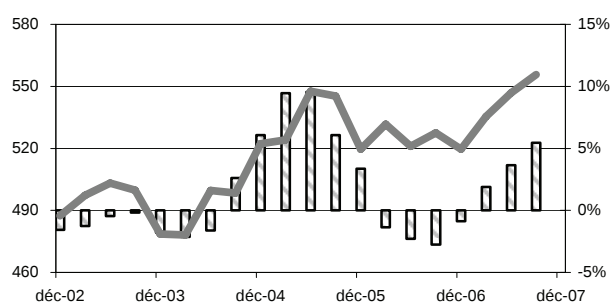
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	838,626	912,479	973,101	971,520	1 033,630	1 091,616	1 095,286	1 139,585	1 159,981	12,2%	1,8%
Créances commerciales	116,670	146,467	126,292	141,045	135,805	158,599	127,592	149,297	142,395	4,9%	-4,6%
Crédits de trésorerie	490,010	507,203	514,311	484,820	560,730	585,070	544,158	583,151	617,215	10,1%	5,8%
Comptes ordinaires débiteurs	160,462	172,795	228,572	224,265	215,294	206,490	294,658	266,015	257,277	19,5%	-3,3%
Affacturation	71,484	86,014	103,926	121,390	121,801	141,457	128,878	141,122	143,094	17,5%	1,4%
Crédits d'investissement	2 153,185	2 278,490	2 592,517	2 687,299	2 758,939	2 848,797	2 862,688	2 970,428	3 120,505	13,1%	5,1%
Crédits à l'équipement	1 946,565	2 070,280	2 226,187	2 317,116	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	12,7%	5,7%
Crédit-bail	206,620	208,210	366,330	370,183	381,022	393,103	407,504	435,618	440,413	15,6%	1,1%
Crédits à l'habitat	2 207,783	2 262,500	2 290,206	2 324,966	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	7,9%	5,9%
Autres crédits	50,316	33,048	27,472	38,848	51,460	60,000	56,533	49,649	53,093	3,2%	6,9%
Encours sain	5 249,910	5 486,517	5 883,296	6 022,633	6 209,354	6 333,413	6 374,187	6 568,777	6 885,758	10,9%	4,8%
Créances douteuses brutes	343,953	324,100	328,350	313,101	332,855	311,157	318,744	330,584	329,556	-1,0%	-0,3%
Encours total	5 593,863	5 810,617	6 211,646	6 335,734	6 542,209	6 644,570	6 692,931	6 899,361	7 215,314	10,3%	4,6%
Taux de créances douteuses	6,1%	5,6%	5,3%	4,9%	5,1%	4,7%	4,8%	4,8%	4,6%	-0,5 pt	-0,2 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 448,598	1 541,862	1 553,502	1 595,439	1 618,143	1 665,569	1 650,704	1 671,947	1 722,362	6,4%	3,0%
Crédits de trésorerie	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	1 525,338	1 546,683	1 583,727	5,4%	2,4%
Comptes ordinaires débiteurs	43,308	53,386	54,577	58,650	57,397	63,269	60,474	61,546	61,837	7,7%	0,5%
Crédit-bail	58,673	60,212	60,643	58,615	58,865	65,118	64,892	63,718	76,798	30,5%	20,5%
Crédits à l'habitat	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	3 753,106	3 847,159	3 956,465	13,1%	2,8%
Autres crédits	32,265	33,981	34,266	33,079	32,266	32,811	38,311	37,990	41,199	27,7%	8,4%
Encours sain	4 518,408	4 808,609	4 882,002	5 001,824	5 148,779	5 398,600	5 442,121	5 557,096	5 720,026	11,1%	2,9%
Créances douteuses brutes	189,276	188,742	194,449	203,080	191,689	208,000	214,310	213,014	223,506	16,6%	4,9%
Encours total	4 707,684	4 997,351	5 076,451	5 204,904	5 340,468	5 606,600	5 656,431	5 770,110	5 943,532	11,3%	3,0%
Taux de créances douteuses	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	3,7%	3,8%	3,7%	3,8%	0,2 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	6,721	6,676	6,630	55,491	123,240	6,800	5,138	16,630	56,529	-n.s.	-n.s.
Crédits de trésorerie	3,900	3,413	3,835	53,028	123,040	6,716	3,443	16,238	56,237	-n.s.	-n.s.
Comptes ordinaires débiteurs	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	46,0%	-25,5%
Crédits à l'équipement	971,599	1 125,923	1 112,053	949,045	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	39,8%	4,6%
Autres crédits	53,355	70,523	69,156	66,057	62,359	58,662	8,985	6,230	5,325	-91,5%	-14,5%
Encours sain	1 031,675	1 203,122	1 187,839	1 070,593	1 141,250	1 315,097	1 335,131	1 300,030	1 397,897	22,5%	7,5%
Créances douteuses brutes	11,141	6,033	8,299	3,702	2,152	0,003	0,565	1,786	2,244	4,3%	25,6%
Encours total	1 042,816	1 209,155	1 196,138	1 074,295	1 143,402	1 315,100	1 335,696	1 301,816	1 400,141	22,5%	7,6%
Taux de créances douteuses	1,1%	0,5%	0,7%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	244,290	254,913	243,248	297,684	318,080	306,795	343,158	372,936	351,973	10,7%	-5,6%
Créances douteuses brutes	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	1,856	1,433	0,357	-54,9%	-75,1%
Encours total	245,253	255,697	243,889	298,740	318,871	307,316	345,014	374,369	352,330	10,5%	-5,9%
Taux de créances douteuses	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	0,5%	0,4%	0,1%	-0,1 pt	-0,3 pt
TOTAL											
Encours sain	11 044,283	11 753,161	12 196,385	12 392,734	12 817,463	13 353,905	13 494,597	13 798,839	14 355,654	12,0%	4,0%
Créances douteuses brutes	545,333	519,659	531,739	520,940	527,487	519,682	535,476	546,816	555,662	5,3%	1,6%
Encours total	11 589,616	12 272,820	12 728,124	12 913,674	13 344,950	13 873,587	14 030,073	14 345,655	14 911,316	11,7%	3,9%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,2%	4,2%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,8%	3,7%	-0,2 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	61,6%	65,6%	64,8%	67,1%	66,4%	66,0%	64,5%	65,1%	63,8%	-2,7 pt	-1,3 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.

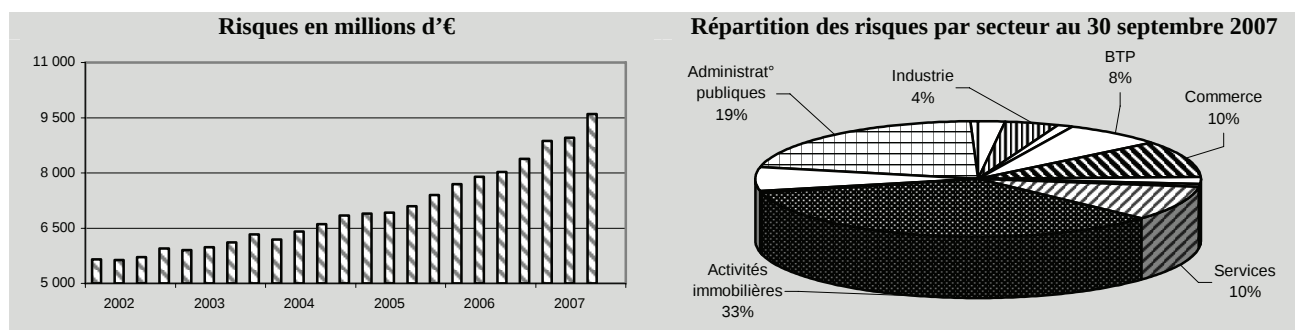


Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

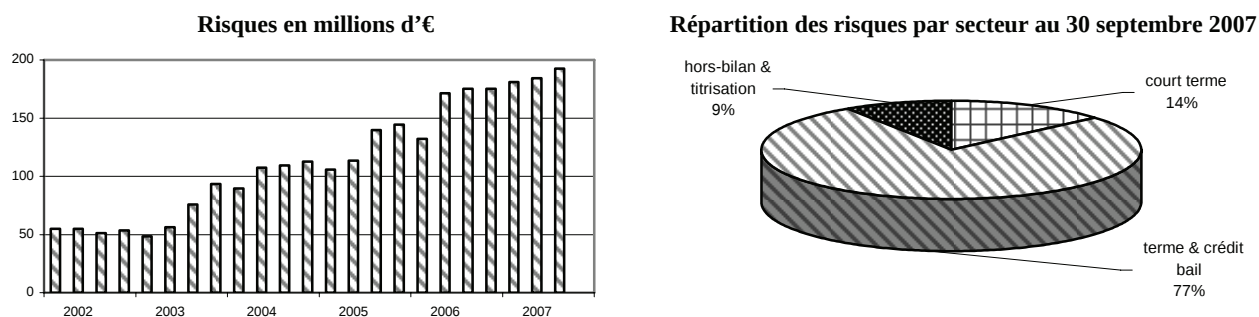


5. Risques sectoriels

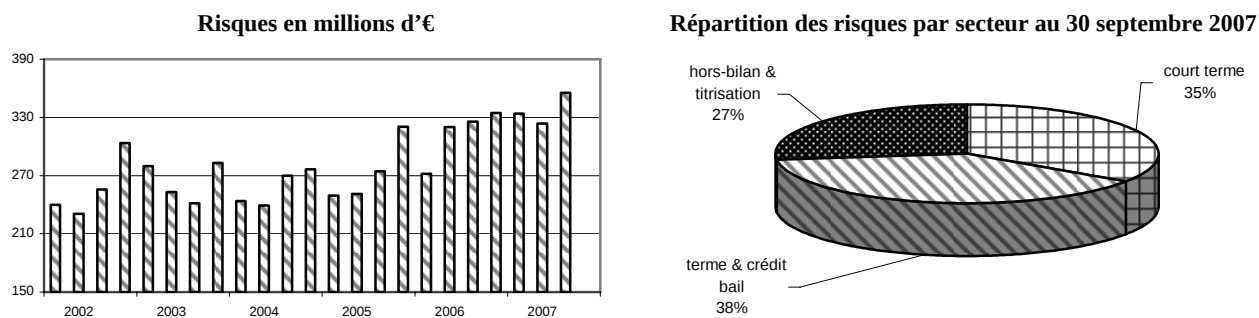
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



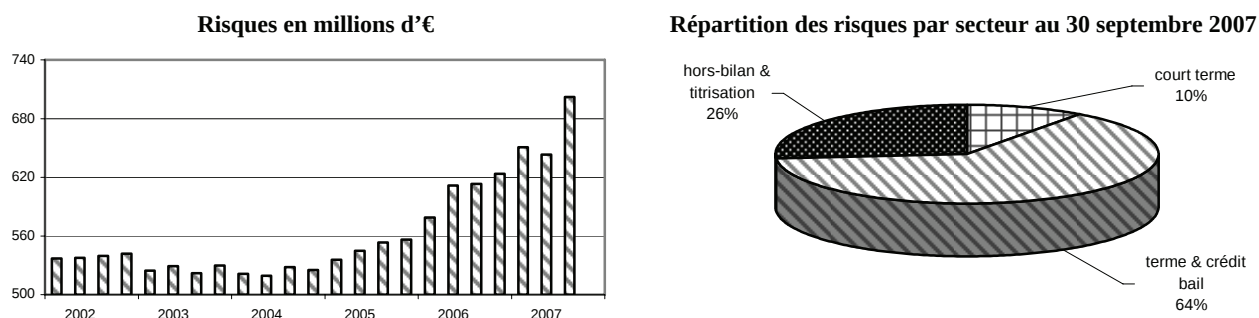
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

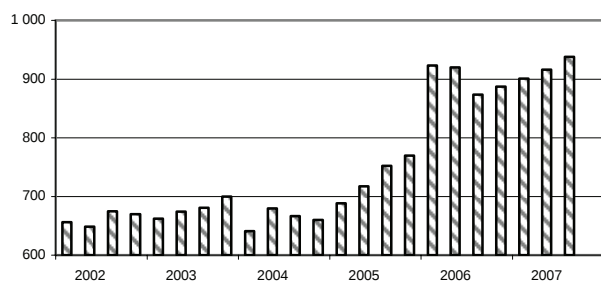


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

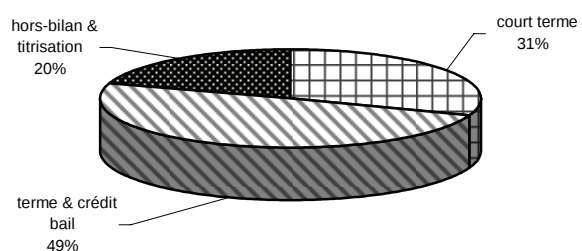


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

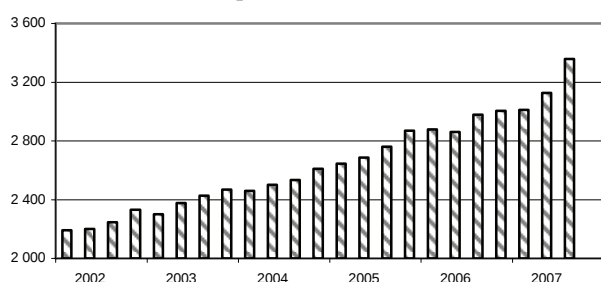


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

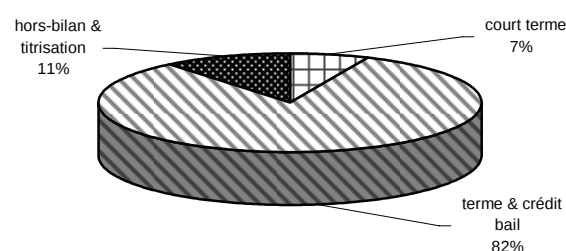


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'€

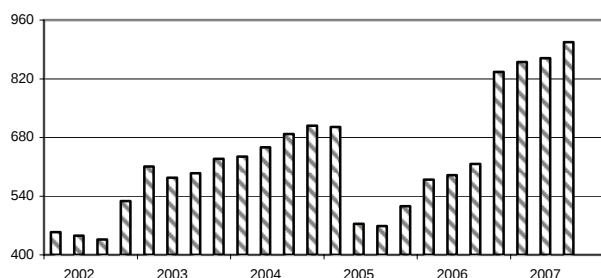


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

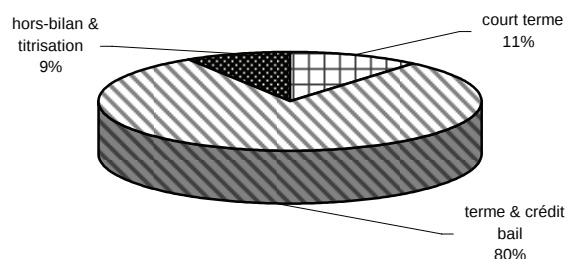


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'€

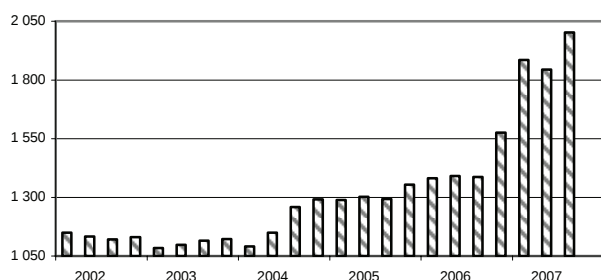


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

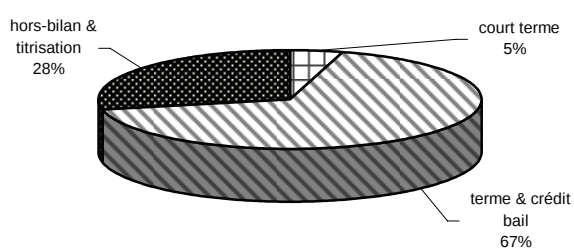


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

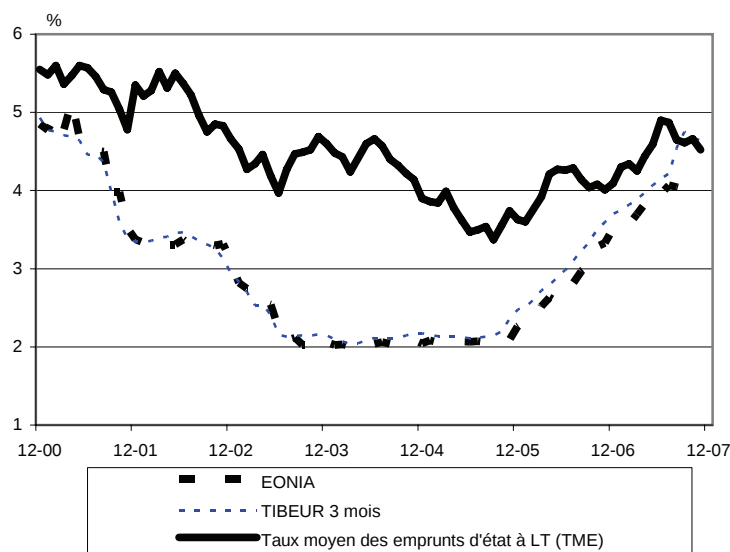
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
3,00%	3,00%	4,00%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	2,00%	

* Hors prime d'état

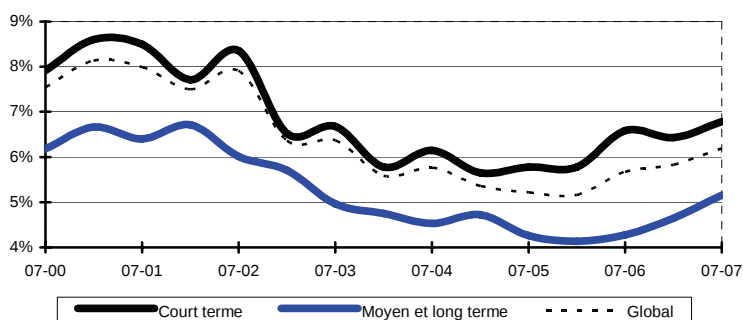
Taux d'intérêt légal	
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-06	janv-07	juil-07
Court terme	6,58%	6,43%	6,78%
. Escompte	7,08%	5,69%	7,30%
. Découvert	6,79%	7,67%	6,72%
. Autres CT	5,71%	5,35%	6,36%
Moyen et long terme	4,28%	4,64%	5,16%
Taux moyen pondéré global	5,67%	5,83%	6,19%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		avr-06	juil-06	oct-06	janv-07	avr-07	juil-07	oct-07
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%
	- Prêts à taux variable	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%
	- Prêts relais	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%	8,93%	9,04%
Prof.	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%	19,85%	19,80%
	- Découverts en compte (**)	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

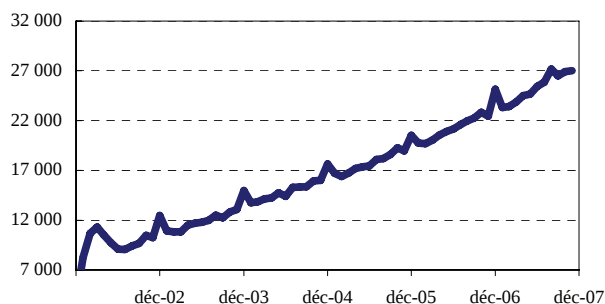
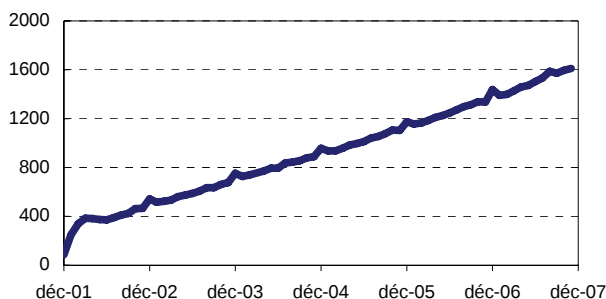
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

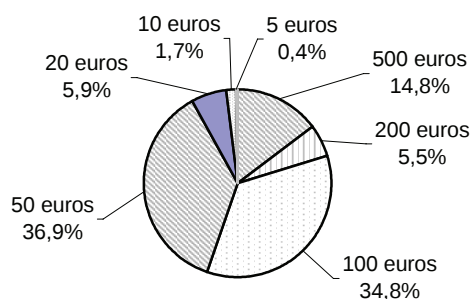
Emissions nettes cumulées de billets (à fin novembre 2007)

en valeur (en millions d'€)

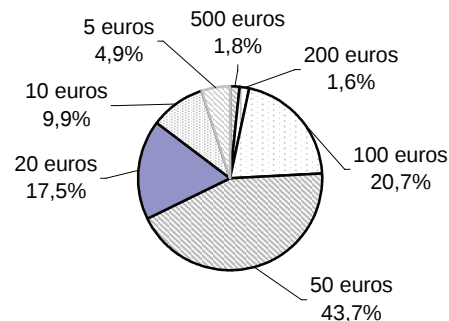
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 novembre 2007



Répartition par quantité au 30 novembre 2007

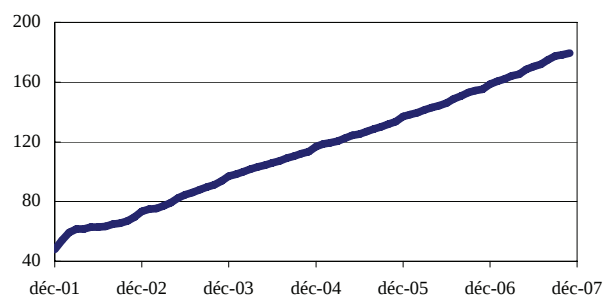
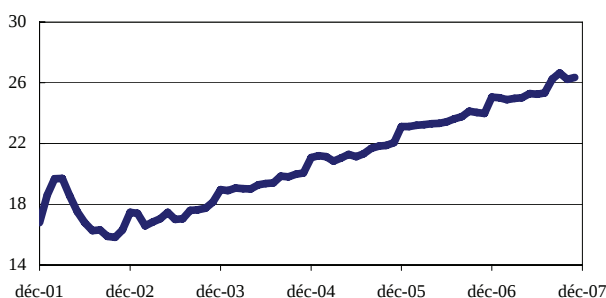


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

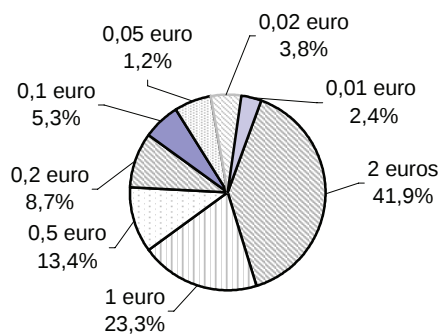
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin novembre 2007)

en valeur (en millions d'€)

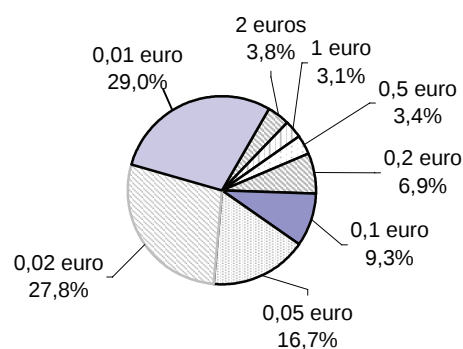
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin novembre 2007



Répartition par quantité à fin novembre 2007



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 27 décembre 2007

Dépôt légal – Décembre 2007